

Rennes, le 21 mai 2024

Cher.e.s collègues,  
Mesdames et Messieurs les IEN,  
Mesdames et Messieurs les DASEN,  
Monsieur le recteur de l'Académie de Rennes,

L'École publique ne peut être qu'émancipatrice pour toutes et tous : elle a besoin de tous·tes ses professeur·es et de moyens supplémentaires.

Dans une lettre datée du 26 avril 2024, adressée à tous.tes les professeur.es des écoles de l'Académie, aux DASEN et aux IEN, monsieur le recteur a annoncé l'ouverture d'une « campagne exceptionnelle de détachement des professeurs des écoles dans le corps des professeurs certifiés » afin de permettre « la mise en place des enseignements de français et mathématiques en groupe au collège » à la rentrée 2024.

**Cette procédure gestionnaire d'exception témoigne du niveau d'impréparation et d'infaisabilité de cette contre-réforme visant l'école publique.** Il s'agit ainsi de puiser dans les ressources précieuses du premier degré pour organiser coûte que coûte les groupes de niveaux au collège. Les syndicats SUD éducation de l'Académie de Rennes rappellent que le premier degré a, au contraire, besoin de moyens pour assurer ses missions de service public d'éducation :

- L'École a besoin de professeur.es au lieu de la suppression de 135 postes à la rentrée 2024 en Bretagne, dont 55 dans le premier degré.
- L'École a besoin de professeur.es pour ne pas aggraver davantage la dégradation continue des conditions de travail.
- L'École a besoin de professeur.es pour permettre partout une baisse des effectifs par classe et notamment en éducation prioritaire.

- L'École a besoin de professeur.es pour un rétablissement des Réseaux d'Aide (RASED) dans leur totalité et un retour du dispositif « Plus De Maîtres Que De Classes ».
- L'École a besoin de professeur.es pour de nouvelles ouvertures d'UPE2A et d'ULIS.
- L'École a besoin de professeur.es pour assurer tous les remplacements nécessaires.
- L'École a besoin de professeur.es pour permettre une formation initiale et continue sur temps de service.

Les syndicats SUD éducation de l'Académie de Rennes dénoncent cette combine gestionnaire qui contourne les mouvements réguliers de personnel et qui ne cherche qu'à mettre en œuvre à marche forcée la politique éducative réactionnaire du gouvernement.

Nous dénonçons également les offensives managériales du ministère développées dans son plan RH de préparation de la rentrée 2024 : recours accru aux contractuel·les qui sont « fidélisé·es » (meilleure rémunération, conditions plus attractives...), partenariat avec France Travail, stratégie marketing et « marque employeur » à des fins de recrutement, etc. L'école publique n'est pas une entreprise !

Les mesures du « choc des savoirs » sont largement rejetées par les personnels et les parents d'élèves qui multiplient leurs actions depuis des semaines. Avec elles et eux, les syndicats SUD éducation de l'Académie de Rennes dénoncent des attaques libérales et réactionnaires contre l'école et revendiquent des moyens suffisants pour que prospère une école émancipatrice pour toutes et tous.

Veillez croire, mesdames et messieurs, en l'assurance de notre attachement indéfectible au service public d'éducation.